

Autoroutes : un nouveau plan sur 25 ans en préparation

■ L'objectif est de permettre, à terme, une liaison entre toutes les régions du Royaume, notamment celles du Sud ■ La problématique du financement sera le principal enjeu, vu que les réalisations des 25 dernières années ont coûté 45 milliards de DH d'investissements.

Un nouveau plan autoroutier verra bientôt le jour. L'annonce en a été faite par le ministre de l'équipement, du transport et de la logistique en marge d'une réunion tenue récemment avec la commission des infrastructures à la Chambre des représentants. Selon Aziz Rabbah, ce plan tracera la feuille de route du développement du réseau autoroutier sur 25 ans et «visera à relier, si les moyens financiers le permettent, l'ensemble des régions du Royaume». Cette déclaration répond d'ailleurs à l'une des plus importantes remarques adressées par les députés de la commission lors de leur rencontre avec le ministre. Elle concerne l'absence de liaisons autoroutières entre les régions du Sud et le centre du Royaume. Nul n'ignore en effet que le réseau autoroutier actuel se limite à la ville d'Agadir. Un projet est certes en cours d'étude pour décider s'il y a lieu de l'étendre jusqu'à Guelmim, mais pour l'heure, il n'existe pas encore de visibilité quant à sa réalisation. Aucune visibilité non plus à propos du délai nécessaire pour le lancement du nouveau plan de développement. Néanmoins, il existe de fortes



chances que cela intervienne à partir de 2016 vu que le contrat programme qui lie actuellement Autoroutes du Maroc au ministère touchera à sa fin en 2015.

La question du financement reste également en suspens. D'ailleurs, les recommandations des parlementaires de la commission des infrastruc-

353 KM SONT ACTUELLEMENT EN COURS DE TRAVAUX ET VIENDRONT S'AJOUTER AUX 1416 DÉJÀ EN SERVICE. ILS PERMETTRONT DE RELIER TROIS NOUVELLES VILLES AU RÉSEAU ACTUEL, À SAVOIR SAFI, BÉNI-MELLAL ET KHOURIBGA

tures, notamment les députés du PAM, ont insisté sur la nécessité de faire des projections dans ce sens, notamment pour un secteur aussi capitalistique que celui des autoroutes. A ce niveau, le défi à relever est important surtout dans un contexte où les finances publiques sont tendues. L'analyse des réalisations de ces 25 dernières années fait par exemple ressortir que l'investissement global qu'aura nécessité la réalisation

du réseau tel qu'on le connaît aujourd'hui est de 45 milliards de DH. Néanmoins, la répartition de cette enveloppe selon les sources de financement semble être réconfortante. L'Etat n'a dû en effet miser que 12,3 milliards sous forme d'injections dans le capital d'ADM, tandis que le reste a été généré à hauteur de 2,1 milliards de DH à travers les recettes des péages, et l'endettement. Ce dernier devrait être totalement remboursé sur les deux prochaines décennies. «Au plus tard en 2030, le Maroc disposera du réseau actuel net de tout endettement», précise-t-on auprès d'ADM.

Des milliards de DH d'économie grâce au réseau autoroutier

En fait, le principal atout qu'aura le ministère de tutelle pour convaincre les détracteurs est qu'en misant sur le développement des autoroutes, le Maroc aura économisé près de 12 milliards de DH d'investissements publics qu'auraient nécessité les tra-

voux sur les routes nationales pour faire face à l'augmentation du trafic. De même, sur le volet macroéconomique, l'économie générée sur les coûts de transport dépasserait actuellement les 7 milliards de DH chaque année grâce notamment à la réduction des trajets (30 minutes pour chaque 100 km). Ce sont là en tout cas les principaux arguments présentés aux parlementaires pour justifier les coûts investis dans la réalisation des autoroutes.

En attendant de voir ce que sera la vision des pouvoirs publics pour le réseau autoroutier dans 25 ans, ADM poursuit le développement des projets en cours. En tout, 353 km sont actuellement en cours de travaux et viendront s'ajouter aux 1 416 déjà en service. Ils permettront de relier trois nouvelles villes au réseau actuel, à savoir Safi, Béni-Mellal et Khouribga. La liaison avec les villes de Nador et Khénifra est également à l'étude et pourrait faire partie des objectifs à court terme du prochain plan de développement. Une fois ces travaux achevés, 24 villes de plus de 100 000 habitants seront directement reliées au réseau, soit 71% de la population urbaine.

Parallèlement à ces projets, et en réponse aux critiques adressées par certains membres de la commission parlementaire, ADM promet de poursuivre le chantier lié à l'amélioration de la qualité de service et la sécurité routière. Dans ce sens, un projet est en cours pour la mise en place d'un système de suivi et d'analyse permettant d'améliorer la sécurité au sein des autoroutes, ainsi qu'un système d'aide à l'exploitation. Pour les aires de repos, ADM a prévu un système de labellisation permettant aux usagers de reconnaître les aires de repos offrant les services de meilleure qualité ■

YOUNES TANTAQUI

Moins d'accidents sur les autoroutes

Parmi les données mises en avant par ADM figurent les statistiques relatives aux accidents de la route. Si l'on en croit ces chiffres, les autoroutes seraient trois fois plus sûres que le reste du réseau routier national. Ceci permet une réduction de près de 4 milliards de DH du coût qu'engendrent les accidents, soit 0,5% du PIB. Ce résultat est à attribuer, en plus des campagnes de sensibilisation, aux investissements opérés au niveau de l'entretien de la chaussée, au renouvellement des équipements tels que les bandes sonores, ainsi qu'à la multiplication des aires de repos. Notons qu'au niveau national, le coût des accidents de la route est évalué à environ 25 milliards de DH, dont seulement un milliard découle des accidents enregistrés au niveau des autoroutes ■

Sucre

De belles perspectives de croissance !

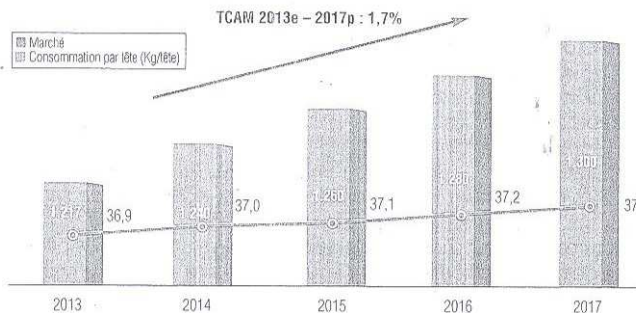
● Selon les prévisions de Cosumar, les volumes de sucre consommés devraient progresser durant les prochaines années sous l'effet positif de l'augmentation de la population et de la hausse de la consommation par tête.

Le marché du sucre semble avoir de belles perspectives devant lui. Selon les prévisions de Cosumar, révélées lors de l'OPA lancée sur les actions de la société par un consortium d'investisseurs avec Wilmar en tête, les principaux facteurs de croissance du marché du sucre au Maroc sont orientés à la hausse. Ainsi, les volumes de sucre consommés devraient progresser durant les prochaines années sous l'effet positif de l'augmentation de la population et de la hausse de la consommation par tête (voir graphes). Sur la période 2004-2012, le marché a enregistré une croissance annuelle moyenne de 1,9%, démontrant ainsi la résilience de la demande sur le sucre (produit de première nécessité). En prenant l'hypothèse d'une évolution du marché à 1,9% en 2014 (retour à la normale des stocks des grossistes et des industriels) et à un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 1,6% par an à partir de 2015, en accord avec les réalisations historiques, les besoins du marché du sucre devraient se situer à hauteur de 1.300 milliers de tonnes (KT) à l'horizon 2017.

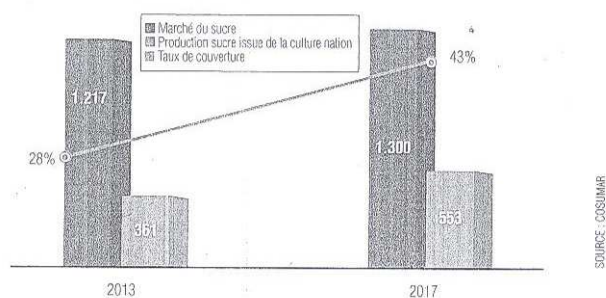
Trend haussier

Selon les prévisions de Cosumar, cette croissance prévue repose sur la combinaison des effets suivants: une croissance démographique à un TCAM de 1,3% sur la période 2013-2017 en adéquation avec la tendance historique (+1,3% sur la période 2009-2012) et la progression de la consommation par tête. La baisse de régime enregistrée en 2013 ne serait donc qu'un incident de parcours. En effet, en 2013, le marché du sucre se situait à 1.217 KT, en léger retrait par rapport à l'année précédente (-0,7%). Cette contraction exceptionnelle était liée aux difficultés de liquidités rencontrées par les grossistes et les industriels au cours du premier trimestre 2013, ayant conduit à une baisse des stocks chez ces clients intermédiaires. Ainsi, la baisse des volumes

ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU SUCRE AU MAROC (EN MILLIERS DE TONNES)



ÉVOLUTION DE LA COUVERTURE DES BESOINS (EN MILLIERS DE TONNES)



a été de 8,2% au premier trimestre mais a pu être rattrapée sur les trois derniers trimestres, qui ont connu une évolution de 1,7% en glissement annuel. Par ailleurs, grâce au programme d'investissement mis en place par Cosumar afin d'augmenter ses capacités de production et moderniser son dispositif industriel, ladite société devrait

augmenter sa part de la production issue des plantes nationales. Ainsi le taux de couverture des besoins en sucre devrait croître sur la période 2013-2017 (voir graphe). La Société devrait par conséquent atteindre un taux de couverture des besoins nationaux de 43% en 2017 (soit un niveau comparable à celui atteint en 2008).

Acteur de référence

Cosumar joue le rôle d'agrégateur auprès des 80.000 agriculteurs de la filière et leur garantit l'achat de la totalité de leur production de cannes et de betteraves. Les prix d'achat de la betterave et de la canne à sucre sont régulés et connus au début de chaque campagne agricole. Ce rôle d'agrégateur permet aussi aux agriculteurs de bénéficier de la R&D agromatique de Cosumar. Pour exemple, l'introduction et la généralisation de la semence de betterave monogermes a permis de hisser les rendements agricoles et les revenus de l'agriculteur. Suite à l'acquisition en 2005 des quatre sociétés sucrières (Suta, Sunabel, Sucafor et Surac) à l'issue d'un processus de privatisation compétitif, Cosumar est devenu l'unique opérateur industriel sucrier marocain. Cosumar dispose ainsi de 7 sucreries réparties sur le territoire ainsi que d'une raffinerie à Casablanca. Sur le plan organisationnel, le secteur est représenté par la Fédération interprofessionnelle marocaine du sucre (Fimasucre), qui regroupe l'Association professionnelle sucrière (APS), représentée par les 5 sociétés sucrières (Cosumar, Suta, Sunabel, Sucafor et Surac) et l'Union nationale des associations des producteurs des plantes sucrières du Maroc (UNAPPSM) représentée par les 6 associations régionales des producteurs.

Une filière sur de bons rails

L'amélioration du taux de couverture des besoins demeure un enjeu majeur pour Cosumar et toute l'économie par ricochet. La filière sucrière au Maroc revêt une place stratégique dans l'économie nationale. En effet, elle contribue à la sécurité alimentaire du pays, à la création d'emplois dans les secteurs agricoles et industriels, à l'émergence de pôles de développement régionaux et à l'amélioration des revenus des agriculteurs. En 2012, le secteur générait un chiffre d'affaires de plus de 6 MMDH, et participait à la formation du revenu de près de 80.000 exploitants agricoles, de 1.800 employés de l'industrie et de nombreux emplois indirects (saisonniers, transport, système d'irrigation, etc). Sur le plan agricole, le Maroc est l'un des rares pays à produire à la fois de la canne à sucre et de la betterave à sucre. Les cultures sucrières sont pratiquées par plus de 80.000 agriculteurs au niveau des périmètres irrigués de Doukkala, Tadla, Gharb, Loukkos et Moulouya. En 2012, la surface récoltée est estimée à près de 39.000 ha avec un fort morcellement des parcelles (0,48 ha/parcelle). Pour ce qui est de la production des cultures sucrières, elles se sont situées en 2012 à 3 millions de tonnes pour la betterave et à 1 million de tonnes pour la canne à sucre.

PAR **TARIK HARI**
t.hari@leseco.ma